



**Communiqué
de la Convergence nationale de défense et développement des services publics**

**CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTERITE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS
ET DE LA PROTECTION SOCIALE
TOUS A LA MANIFESTATION NATIONALE DU 9 AVRIL A PARIS**

Du privé comme du public, actifs, retraités ou privés d'emploi, nous sommes tous usagers des services publics, de la protection sociale.

Les tenants de l'austérité ne cessent de dire que « les dépenses publiques, sociales, sont trop élevées », qu'il faut « respecter les engagements budgétaires européens »... **en réalité il ne s'agit pas d'économies, mais de transférer toujours plus de milliards d'argent public pour l'essentiel aux actionnaires des multinationales :**

- Le pacte de responsabilité augmente les aides aux entreprises déjà de 200Mds € de 40 Mds € ! C'est 10 points de PIB, alors que le déficit est de 4 points alors que le bilan de cette politique est plus de 5 millions d'inscrits à Pôle emploi et la reconstitution de bulles financières ;
- Le pacte de responsabilité entend couper 50 Mds € (pas assez pour la Commission européenne) dans les budgets des services publics et de la Sécurité Sociale. Ce seraient des fermetures en masse. Des dizaines de milliers de suppressions de postes sont déjà programmées, au détriment des personnels, de l'égalité d'accès de la qualité du service public.

C'est notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance qui est en cours d'éradication. Déclaré par le rapport Gallois « à bout de souffle », le gouvernement propose de lui substituer l'extension des privatisations, la constitution d'oligopoles comme dans les télécommunications, la baisse du « coût du travail ».

Les « réformes » du secteur public et nationalisé s'accroissent : loi de métropolisation, réforme territoriale (grandes régions), loi Notre (Nouvelle organisation territoriale de la République), réforme ferroviaire, réformes de l'éducation, loi de santé et loi d'adaptation de la société au vieillissement, privatisations dans l'énergie, loi Macron, réforme du dialogue social...L'ensemble du droit du travail (code du travail, statuts...) est menacé. Une nouvelle réforme générale des retraites (67 ans !) démarre par le projet de fusion-destruction de l'Agirc et l'Arrco

La convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics juge cela inacceptable ! Pour l'accès aux biens fondamentaux, il faut une protection sociale, des services publics, démocratisés, de proximité, de haute qualité, partout en France. C'est pourquoi la Convergence lance le processus des assises du service public du 21^{ème} siècle à Guéret les 13 et 14 juin.

La Convergence nationale Services Publics apporte son soutien à l'appel à la grève interprofessionnelle de la CGT, FO, FSU et Solidaires et appelle à participer massivement à la manifestation du 9 avril.